



Appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche

Amplifions la mobilisation pour un service public de l'ESR ouvert à toutes et tous !

Nos organisations appellent à se mobiliser massivement le mardi 11 mars 2025, jour du CNESER budgétaire.

Depuis le mois de décembre 2024, la mobilisation des étudiant-es et personnels se développe dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) contre le budget d'austérité adopté par le gouvernement, qui fait suite à des budgets déjà largement insuffisants ces dernières années pour faire face à l'augmentation des effectifs étudiants et des missions de service public. L'objectif affiché d'atteindre 50 % d'une génération avec un diplôme du supérieur doit être soutenu budgétairement, au risque de ne pouvoir ouvrir les formations faute de personnel. La précarisation croissante de l'université, de ses étudiant-es, et de ses personnels est déjà manifeste depuis le début du premier "quinquennat Macron".

Nos organisations ont mis en avant à de multiples reprises les sources de financements possibles pour le service public de l'ESR via, par exemple, une réaffectation des moyens du crédit impôt recherche, un contrôle des aides à l'apprentissage ou un arrêt du financement public pour les établissements privés. Alors qu'il manque aujourd'hui au moins 8 milliards à l'ESR public pour remplir ses missions, que 80 % des universités affichent de réelles difficultés financières, le budget voté par l'Assemblée Nationale le 6 février dernier porte à presque un milliard les coupes budgétaires sur le périmètre de la Mission Interministérielle de l'ESR (MIREs) depuis la loi de finances initiale 2024. Si le budget augmente quelque peu pour le programme 150, cela ne compense qu'à moitié la hausse des charges financières contraintes (hausse des cotisations employeur pour les retraites, mesures Guerini ou liées à la LPR), cela ne permettra pas d'enrayer la crise financière des établissements. Pour leur part, les programmes concernant la recherche et celui concernant la vie étudiante font directement les frais de cette réduction budgétaire et parfois drastiquement (moins 77M€ pour la vie étudiante, moins 33M€ pour les recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires, moins 91M€ pour la recherche spatiale, moins 540M€ pour la recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables, etc..).

Après des années de sous-financement, les conséquences délétères se concrétisent déjà pour l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche et vont s'aggraver dès ce second semestre : dégradation des conditions de travail et d'études, suppression de filières entières, réduction drastique des capacités d'accueil, annonces de la libéralisation des droits d'inscription, non-remplacement des départs à la retraite, recours massif aux heures complémentaires pour les titulaires, aux contrats courts dans les services et les laboratoires et à des vacataires (massif en 1^{er} cycle notamment) qui contribuent à faire tourner l'Université à moindres frais, concurrence entre organismes de recherche et universités, réduction des frais de missions, disparition de pans entiers de recherche, etc.

Dans de telles conditions, les missions fondamentales des universités et des organismes de recherche, la formation et la recherche, sont menacées à très court terme. Les évaluations défavorables rendues par l'HCERES concernant les diplômes de licences et de masters de la vague E, associées à ce contexte budgétaire d'austérité font craindre un dépeçage de l'ESR public qui va contre l'intérêt de la jeunesse et de notre pays, et plus largement de toutes les citoyen·nes. Le projet, toujours menaçant, du PDG du CNRS de concentrer les moyens sur quelques "key labs" procède de la même démarche de division pour rendre admissible une réduction des crédits.

La communauté universitaire, les universités et les organismes de recherche ne supporteront pas un énième coup de rabot alors que les enjeux de la recherche publique et d'une formation de qualité pour toutes et tous n'ont jamais été aussi importants.

Face à ces attaques, nous appelons à une riposte massive et unitaire pour défendre, de toutes nos forces, le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et ses missions fondamentales de recherche et de formation, et obtenir un tout autre budget qui permette la rénovation des bâtiments, la création d'emplois statutaires ainsi que l'amélioration des conditions de travail, d'études et de vie pour toutes les personnels et les étudiant·es.

Nos organisations appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation unitaire entamée en décembre qui s'étend dans nombre d'universités.

Elles appellent tous les personnels et étudiant·es à élargir le mouvement en cours contre la casse du service public de l'ESR et à se mettre en grève et/ou à se mobiliser massivement le 11 mars prochain, jour de CNESER budgétaire.

D'ici-là, l'intersyndicale appelle à faire des jeudis 20, 27 février et 6 mars, des "jeudis de lutte contre la casse du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche", à poursuivre la diffusion d'informations et à se réunir en assemblées générales ou heures d'informations syndicales afin de discuter des modalités d'action et des revendications prioritaires des étudiant·es et personnels qui pourraient être portées en mars auprès des parlementaires et du gouvernement.

Paris, le 19 février 2025